

Anton Pannekoek

La socialisation¹

I

Dans les premiers mois qui suivirent la révolution allemande de novembre 1918 s'éleva le cri « socialisation » ! Il était l'expression de la volonté des masses de donner à la révolution un contenu social et de ne pas en rester à un changement de personnes ou à une simple transformation de système politique. [Kautsky](#) mit en garde contre une trop rapide socialisation pour laquelle la société ne serait pas encore mûre. Les mineurs posèrent la socialisation comme revendication dans leur grève — comme récemment les mineurs anglais. Une commission d'études pour la socialisation fut formée, mais les conseils secrets et le gouvernement sabotèrent ses décisions. Pour le gouvernement socialiste majoritaire, la socialisation n'est qu'une phrase, un moyen de tromper les travailleurs -, chacun sait qu'il a déjà abandonné tous les anciens buts et les principes du socialisme. Mais les Indépendants sont restés les gardiens fidèles de la vieille doctrine socialiste ; ils le croient sincèrement en ce qui concerne le programme de socialisation. Il est donc intéressant d'étudier ce programme pour caractériser la tendance radicale qui existe dans la social-démocratie de tous les pays à côté des socialistes gouvernementaux ou en opposition avec eux.

Quand les ouvriers réclament la socialisation, ils pensent sans aucun doute au socialisme, à la société socialiste, à la suppression de l'exploitation capitaliste. On verra si elle a la même signification pour les chefs social-démocrates d'aujourd'hui. Marx n'a jamais parlé de socialisation ; il a parlé de l'expropriation des expropriateurs.

Des deux principales transformations apportées par le socialisme dans la production : la suppression de l'exploitation et l'organisation du système économique, la première est la principale, la plus importante pour le prolétariat. On peut concevoir une organisation de la production sur la base capitaliste, elle conduit alors au socialisme d'Etat, un esclavage et une exploitation plus complète du prolétariat par la force de l'Etat centralisé. La suppression de l'exploitation avec la production dispersée était l'idéal des anciens coopérateurs et des anarchistes, mais là où la suppression de l'exploitation est accomplie, comme dans la Russie communiste, on doit immédiatement s'occuper de l'organisation de la production.

C'est là où les social-démocrates lancent des lois d'ordre généraux pour préparer des propositions de loi pratiques qu'on peut voir le plus clairement ce que signifie pour eux la socialisation. Ce fut le cas à Vienne, où règnent les « marxistes » [Renner](#) et [Otto Bauer](#). Nous tirons d'une conférence faite le 24 avril par Bauer dans une assemblée de chefs syndicaux les arguments par lesquels il cherchait à faire saisir ses plans à ces délégués ouvriers. Pour socialiser complètement la grosse industrie, dit-il là, pour éloigner les capitalistes, l'expropriation est d'abord nécessaire. « Nous leur prenons leurs entreprises », l'organisation de la nouvelle administration doit suivre... L'expropriation ne doit pas se faire sans indemnités, car on serait alors obligé de confisquer tout le capital, y compris les obligations de guerre. Les caisses d'épargne feraient alors faillite, les petits paysans et les employés perdraient leurs économies et des difficultés internationales en surgiraient. Il est donc « impossible de réaliser une simple confiscation de la propriété capitaliste ». Les capitalistes seront donc indemnisés ; un tribunal arbitral fixera le montant de l'indemnité qui « devra être fixée d'après la valeur durable, dans laquelle les bénéfices de guerre ne doivent pas être comptés ». L'indemnité sera payée en obligations de dette d'Etat qui recevront de l'Etat un intérêt annuel de 4 %.

Certes, reconnaît-il pour terminer, cela n'est pas encore la complète socialisation, parce que l'ancien capitaliste recevra toujours l'intérêt de son entreprise comme rentier. « Supprimer cela graduellement est un problème de législation fiscale et éventuellement de transformation du droit d'héritage » ; après quelques générations, les revenus non produits par le travail pourront complètement disparaître.

Pour éclairer les principes qui sont à la base de ces plans de socialisation des social-démocrates, il est nécessaire de considérer de plus près l'essence de la propriété capitaliste et de l'expropriation économique.

II

L'argent, comme capital, a la faculté de se multiplier continuellement par la plus-value. Quiconque transforme son argent en capital et le place dans la production reçoit sa part de la plus-value totale produite par le prolétariat mondial.

La source de la plus-value est l'exploitation du prolétariat ; on paye la force de travail au-dessous de la valeur produite par elle.

L'argent et la propriété ont non seulement acquis ainsi, dans le régime capitaliste, un nouveau sens, mais ils sont aussi devenus une nouvelle norme. Dans le monde petit-bourgeois, l'argent est la mesure de la valeur du temps de travail nécessaire à la confection d'un produit. Comme capital, l'argent est la mesure de la plus-value, du profit réalisable

1 Publié dans le numéro 8 du *Bulletin communiste* (première année), 6 mai 1920, précédé de l'introduction suivante : « Anton Pannekoek est un des meilleurs théoriciens du socialisme international. Il appartient au parti communiste hollandais. Nous publions une traduction d'un de ses articles les plus récents et les plus actuels paru en allemand dans la revue marxiste *Die Internationale*, fondée avec [Rosa Luxemburg](#) et [Franz Mehring](#). Les plans de socialisation de [Bauer](#) et des socialistes autrichiens ayant eu en leur temps la fervente admiration des sphères dirigeantes du mouvement socialiste opportuniste, nous jugeons utile de publier la critique pénétrante qu'en a fait Pannekoek.

par les moyens de production. Bien qu'il n'ait coûté aucun travail, on payera pour un coin de terrain le prix correspondant à la rente foncière capitalisée. Il en est de même avec une grande entreprise. Si sa fondation a coûté disons 100 000 francs (cent actions de 1 000 francs) et qu'elle rapporte du 10 %, une action ne sera pas vendue 1 000 francs, mais environ 2 000 francs, car 2 000 francs au 5 % rapportent le même revenu que l'action. Sa valeur capitaliste est 2 000 francs, car elle est fixée par le revenu, et la valeur capitaliste de toute l'entreprise est de 200 000 francs, bien qu'elle n'ait coûté que 100 000 francs.

On sait que les grandes banques, à la formation de nouvelles entreprises, mettent à l'avance cette différence dans leur poche comme « profit de fondateur » en lançant sur le marché (dans l'exemple cité) pour 200 000 fr. d'actions. En revanche, si le profit de cette entreprise tombe — par exemple par la concurrence victorieuse de plus grosses affaires — toujours davantage jusqu'à ce qu'elle ne puisse plus produire que du 1 % de dividende, sa valeur capitaliste tombe à 20 000 fr. Si le profit disparaît totalement — abstraction faite de l'espoir d'une prospérité future, qui peut être décomptée à l'avance pour une certaine somme — la valeur capitaliste de l'entreprise tombe à zéro, et seule la valeur matérielle de l'inventaire peut encore être réalisée.

La propriété capitaliste signifie donc d'abord non pas le fait de disposer d'objets, mais le droit à un revenu sans travail, à la plus-value. Sa forme est l'action, le papier sur lequel ce droit est écrit. L'entreprise, la fabrique n'est que l'instrument par lequel on produit la plus-value ; la propriété elle-même est le droit à la plus-value. La suppression de l'exploitation, la suppression de ce droit est par conséquent la suppression de la valeur capitaliste, la confiscation du capital. On comprend, dès lors, la méthode de Otto Bauer : mélanger dans le même pot ce capital avec les quelques sous d'épargne du petit économe — qui songe d'abord à sauvegarder sa propriété et non à recevoir un revenu sans travail — afin de faire trembler les fonctionnaires syndicaux, par une telle identification, devant une attaque contre l'exploitation.

La suppression de la propriété capitaliste et la suppression de l'exploitation ne sont donc pas cause et effet, moyen et but, c'est une seule et même chose. La propriété capitaliste n'existe que par l'exploitation, sa valeur est fixée par la plus-value. Que la plus-value disparaisse d'une façon quelconque, que l'ouvrier reçoive le produit complet de son travail, et la propriété capitaliste disparaîtra en même temps. Si le prolétariat améliore ses conditions de travail tellement que les entreprises ne rapportent plus aucun profit au capital, leur valeur capitaliste tombera à zéro ; les fabriques pourront être très utiles à la société, elles auront perdu leur valeur pour les capitalistes. L'argent perd alors la faculté de produire plus d'argent, de la plus-value, parce que les ouvriers ne se laissent pas plus longtemps exploiter. C'est l'expropriation à laquelle Marx pensait. La propriété capitaliste sera supprimée parce que le capital sera sans valeur, sans profit. Cette expropriation économique par laquelle la propriété perd sa valeur et est détruite par conséquent, bien que le droit de libre disposition demeure est l'opposé de cette expropriation juridique souvent appliquée dans le monde capitaliste, et par laquelle le droit de libre disposition est supprimé, mais en laissant subsister la propriété par l'indemnité.

Il va sans dire que les expropriations juridiques se produiront aussi en passant au socialisme. La puissance politique du prolétariat prendra toutes les mesures qui sont utiles à la suppression de l'exploitation. Elle ne se contentera pas de limiter le droit de libre exploitation des anciens employeurs par la régularisation des salaires, des heures de travail et des prix, elle la supprimera complètement. La base économique de ces mesures est posée par ce qui précède ; ce n'est pas : Confiscation de toute propriété comme le pense le petit bourgeois effrayé, mais la suppression de tout droit sur la plus-value, sur un revenu non produit par le travail. C'est l'expression juridique du fait politique que le prolétariat est le maître et qu'il ne veut plus se laisser exploiter.

III

La socialisation d'après la recette de Bauer est une expropriation juridique sans expropriation économique, c'est ce que tout gouvernement bourgeois pourrait proposer. La valeur capitaliste des entreprises sera payée en indemnité aux employeurs et ils recevront dorénavant en intérêt d'obligations ce qu'ils recevaient autrefois en profit. La remarque que les profits de guerre n'entreront pas en considération prouve que le profit normal devra être pris pour norme. Cette socialisation remplace le capitalisme privé par le capitalisme d'Etat ; l'Etat prend la tâche de faire suer le profit aux travailleurs et de le remettre aux capitalistes. Pour les travailleurs, il y aura peu de chose de changé ; comme auparavant, ils devront créer un revenu sans travail pour les capitalistes. L'exploitation demeure exactement comme autrefois.

Si une telle proposition avait été faite au temps de la prospérité capitaliste, elle eût été acceptable pour le prolétariat ; la part de la plus-value momentanée revenant au capital étant fixée, toute nouvelle augmentation de la productivité par l'organisation et le progrès technique profitait au prolétariat. Mais la bourgeoisie n'y pensait pas alors parce qu'elle revendiquait pour elle-même ces avantages.

Maintenant, les conditions sont différentes, la plus-value est un danger. Le chaos économique, la perte des débouchés et des matières premières, le lourd tribut au capital de l'Entente, laissent prévoir une diminution du profit capitaliste. La révolte des masses ouvrières, le début de la révolution prolétarienne qui mettent en question toute l'exploitation, viennent s'ajouter à cette situation. La socialisation vient maintenant à propos pour assurer au capital son profit sous forme d'intérêt d'Etat. Un gouvernement communiste, comme celui de Russie, assure immédiatement le

résultat de la nouvelle puissance et de la nouvelle liberté prolétarienne en refusant tout droit d'exploitation au capital. Un gouvernement social-démocrate assure le vieil esclavage prolétarien en éternisant le vieux tribut qu'il paye au capital au moment précis où il devait disparaître. La socialisation n'est alors que l'expression juridique du fait politique que le prolétariat n'est qu'un maître apparent et est prêt à se laisser tranquillement exploiter davantage. Comme le gouvernement « socialiste » n'est que la continuation de la vieille exploitation bourgeoise sous la bannière socialiste, la « socialisation » n'est que la continuation de la vieille exploitation bourgeoise sous la bannière socialiste.

Si l'on demande comment des politiciens intelligents et d'anciens marxistes peuvent aboutir à de telles pensées, le caractère politique bien connu de cette tendance qui a pris corps dans le parti socialiste indépendant nous donnera la réponse. Elle était radicale de nom, elle prêchait la lutte de classe des lèbres, mais redoutait toute lutte vigoureuse. C'était le cas déjà avant la guerre, lorsque [Kautsky](#), [Haase](#) et leurs amis s'opposèrent à l'extrême-gauche radicale comme « centre marxiste ». C'est aujourd'hui encore la même chose. Ils désirent apporter le socialisme aux travailleurs. Mais ils redoutent la lutte contre la bourgeoisie. Ils voient très bien qu'une vraie suppression de tout profit capitaliste, une confiscation du capital comme l'a réalisée le communisme en Russie entraîne la bourgeoisie dans une lutte violente, car il s'agit de son existence, de sa vie ou de sa mort comme classe. Ils considèrent le prolétariat trop faible pour cette lutte et cherchent par conséquent à atteindre le but par des détours, en le rendant appétissant à la bourgeoisie. Politiquement, les plans de socialisation sont une tentative de conduire le prolétariat au but socialiste, sans toucher la bourgeoisie dans son nerf vital, sans provoquer sa colère la plus violente, et en évitant ainsi la lutte de classe violente.

L'intention serait louable si seulement elle était réalisable. Mais si l'on considère tout ce qui sera nécessaire au tribut capitaliste : les intérêts pour les anciens propriétaires capitalistes des moyens de production, les intérêts des emprunts de guerre, le tribut au capital de l'Entente, on voit alors que tout cela ne peut être réalisé, même par un travail intensif et une vie plus pauvre du prolétariat. Dans la destruction actuelle de la vie économique et de la force corporelle des masses, la suppression immédiate de tout parasitisme est une pressante nécessité pour le relèvement de la société. Mais même si l'on fait abstraction de cet état spécial de misère, et que l'on ne considère la socialisation que comme mesure des débuts de la révolution prolétarienne, comme premier pas vers le socialisme, son impossibilité apparaît aussi longtemps que le prolétariat n'a pas encore acquis toute sa force. Quand les ouvriers se réveillent et s'élèvent vers la liberté et l'indépendance, ils posent des revendications pour l'amélioration de leurs conditions de travail et de vie.

Ces améliorations diminueront immédiatement le profit. L'État socialiste pourra leur crier : travaillez avec plus d'intensité, le contraire arrivera cependant.

Quand l'obligation capitaliste ne pèsera plus avec une main de fer, la tension inhumaine de l'effroyable exploitation se détendra et le travail se ralentira, deviendra plus humain. Le rapport, le profit des entreprises tombera. Sans la socialisation, les capitalistes privés devraient supporter la perte, mais l'État ayant à leur payer maintenant l'ancien intérêt, c'est l'État socialiste, qui leur a assuré le profit malgré le début de la révolution ouvrière, qui supportera la perte. Il lui restera le choix, ou de s'opposer aux revendications, d'étouffer les grèves, de devenir un gouvernement violent en faveur du capital, contre le prolétariat, ou bien de tomber dans une inévitable banqueroute d'État. La bourgeoisie criera alors de nouveau son triomphe, car l'impossibilité de « socialiser » aura été pratiquement démontrée.

Ce sera le résultat de la tentative rusée d'aboutir à une espèce de socialisme en évitant la lutte de classe. Une socialisation qui veut ménager le profit de la bourgeoisie, ne peut être une voie vers le socialisme. Il n'y a pas d'autre voie que de supprimer l'exploitation et de conduire dans ce but une lutte de classe implacable.